

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

affiliée au **Basic Income European Network**

LETTRE DE LIAISON N° 30

AUTOMNE 2001

SOMMAIRE

- Plaidoyer pour l'allocation universelle**
Jean-Marc Ferry
- Pourquoi le revenu d'existence ?**
Louis Lievin
- Le revenu d'existence : une soirée de l'AIRE à Caen**
Serge Dumartin
- Défis et enjeux actuels**
Jacques Robin
- Déclaration de savants contre la violence**
Georges Krassovsky

Secrétariat de l'A.I.R.E. : AIRE - B.P. n° 1 - 91440 Bures-sur-Yvette

Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison : 200 F/an (4 numéros) par chèque à l'ordre de A.I.R.E.

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Plaidoyer pour l'allocation universelle

ou la nécessaire reconnexion de l'économie au social

À l'occasion d'une conférence sur le thème «L'Allocation Universelle, solution d'avenir ou utopie dangereuse ?», Jean-Marc Ferry, rappelle l'évolution économique des dernières décennies et dénonce les impasses actuelles, l'économie mondialisée échappant de plus en plus à tout contrôle social. Or, si l'on veut redéployer l'économie vers des activités socialisantes et absorber une production de plus en plus mécanisée qui a pour conséquence de réduire les revenus formant ses propres débouchés, un transfert d'argent sous forme d'allocation universelle sans contre partie est indispensable.

L'idée de l'allocation universelle m'est venue il y a une quinzaine d'années, alors que je rédigeais un rapport sur les conséquences de la robotisation du secteur industriel sur l'emploi. Je ne connaissais pas encore le terme d'allocation universelle. D'autres penseurs, à la même époque, avaient développé cette idée et peu après l'apparition de mon article dans la revue *Esprit*, Philippe van Parijs m'avait envoyé un dossier où il m'expliquait sa vision de l'allocation. Nos avis divergeaient sur certains points, mais nous étions d'accord sur l'idée d'un droit inconditionnel à un revenu versé à chacun, indépendamment de sa situation dans la production, qu'il (ou elle) soit actif chômeur, étudiant, retraité, femme au foyer, banquier ou autre. L'idée, qui n'a d'abord eu aucun écho, est montée en puissance ces derniers temps avec les problèmes liés à l'exclusion.

Selon les auteurs, l'allocation universelle est chargée d'attributs différents. Elle peut être conçue comme un revenu de base, comme un revenu d'existence, ou encore comme un revenu de citoyenneté.

L'allocation - revenu de base

L'allocation universelle vue comme un revenu de base repose sur l'idée d'un *revenu disponible garanti* destiné à asseoir concrètement une certaine liberté de l'individu. Cette allocation permettrait en effet à chacun de choisir sa vie de manière plus indépendante dans la mesure où elle *détend la contrainte de travail*, liée à celle du revenu. Pratiquement, grâce à ce socle inconditionnellement attribué, chacun pourrait opter entre les différents types d'activités : lucrative, bénévole, privée ou même pour la, non-activité. Il ne s'agit toutefois là que d'une conception minimale de l'allocation universelle. En effet, vue comme un revenu de base, d'un montant voulu modeste, elle ne supprime pas la contrainte de travail mais l'assouplit légèrement. Les promoteurs de cette vision de l'allocation, comme Philippe Van Parijs, ne proposent en effet de verser que de faibles sommes car, selon eux,

l'allocation universelle ne doit pas remplacer les prestations sélectives de l'État social. L'allocation universelle ne viendrait que s'ajouter au revenu disponible dont elle ferait intégralement partie parce qu'elle ne serait pas imposée fiscalement.

L'allocation - revenu de citoyenneté

À la conception de l'allocation universelle comme *revenu de citoyenneté* correspond une demande politique originale, l'idée étant que la solidarité ne doit pas simplement s'exercer au moment où nous en avons besoin (après la perte de l'emploi) mais qu'elle doit être au contraire constamment présente. Selon ce principe de *solidarité continue* concrétisé par le revenu de citoyenneté, l'État dont nous sommes les ressortissants devrait rendre inconditionnel le revenu propre à autoriser matériellement notre participation à la vie sociale. L'Allocation vue comme un revenu de citoyenneté est donc une conception nouvelle de la solidarité qui s'exerce *a priori* et *automatiquement* et non plus *a posteriori* et sur demande. Ce droit au revenu doit en outre être indépendant du droit au travail. c'est-à-dire qu'il doit se concrétiser par un versement automatique, égalitaire et universel.

L'allocation - revenu d'existence

C'est autant sur fond des droits civiques que des droits sociaux que s'élève la réclamation d'un droit inconditionnel à l'allocation universelle vue comme un revenu d'existence. Ce revenu, assuré quelles que soient les aptitudes du système économique à pourvoir les demandes d'emplois, est un facteur d'intégration sociale. Il répond donc aux problèmes liés à la déconnexion de l'économie par rapport au social.

Un impératif de solidarité

Ces trois visions ne sont pas contradictoires car aucune d'elles ne remet en cause la base de l'allocation universelle, à savoir l'octroi d'un revenu

minimum, fondé sur le principe que tout individu a un droit absolu au revenu et que ce droit ne doit pas être totalement conditionné par l'accès à l'emploi. En outre, l'allocation universelle se justifie par un impératif de solidarité que la société doit à chacun de ses membres, non pour leur éviter de mourir de faim ou de froid, mais plutôt pour les aider à atteindre un équilibre psychologique face aux aléas économiques et à la précarité sociale.

Une économie naguère intégratrice

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, un rappel historique est nécessaire. Au XIX^e siècle, le concept de société civile exprimait l'idée d'une dynamique civilisatrice de l'économie de marché. Vers la fin du XIX^e siècle, il était devenu clair que désormais les individus devraient passer par l'école pour s'insérer dans la société. Celle-ci était alors tirée en avant par l'industrialisation et cela créait une certaine confiance dans les capacités intégratrices de l'économie.

Cependant, deux écoles s'opposaient. Les libéraux pensaient que l'économie conserverait ses capacités intégratrices et qu'il n'y aurait pas de chômage involontaire, l'idée étant que s'il y avait une grande flexibilité dans les salaires, il y aurait toujours une offre de travail à salaire assez bas pour inciter l'entrepreneur à offrir un emploi supplémentaire. De l'autre côté, les marxistes attribuaient ces capacités au fait qu'une socialisation des moyens de production permettrait de donner du travail à tous dès lors que les énergies seraient canalisées par un plan de production et non plus orientées par le marché. En réalité, *la contrainte du travail* a été durement organisée des deux côtés, du côté libéral sous un régime d'exploitation économique et du côté marxiste sous un régime de répression politique. Dans les deux cas, l'économie est parvenue à intégrer les individus, même si, au début, l'intégration s'est faite de manière violente.

La relance keynésienne dans des États souverains

Par la suite, dans le camp occidental, c'est le développement de l'État social qui a assuré le rapport fonctionnel de l'économie à la société. La grande crise des années trente avait permis d'accréditer l'analyse marxiste *des contradictions du capitalisme* mais elle avait aussi permis de mettre à l'honneur les thèses anticycliques que Keynes avait formulées à l'encontre des recettes néo-libérales. Keynes préconisait, en effet, une augmentation des dépenses publiques pour relancer l'économie.

Après la seconde guerre mondiale, l'État social a pu se développer dans le monde occidental sur une base keynésienne : au cours de la période d'après-guerre et des « Trente glorieuses », il suffisait en effet de relancer la demande pour dynamiser la production et l'emploi, alors que le taux de pénétration des économies nationales dans l'économie mondiale restait assez faible. À cette époque, on pouvait encore valablement raisonner en termes d'économie nationale ; l'économie restait subordonnée au politique et l'État pouvait prétendre dompter le marché sans en briser les mécanismes. L'emploi national restait d'autre part lié à la production nationale, et les États nationaux maintenaient leur souveraineté sur la création monétaire tout comme sur la politique budgétaire ou sur les taux d'intérêt. Les États nationaux étaient donc, on le voit, souverains et puissants dans le domaine de l'économie.

L'impasse d'une relance

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cet ensemble qui était favorable à l'intégration sociale par l'économie s'est effondré. Non seulement la croissance de la production a largement chuté, mais elle n'est plus autant pourvoyeuse d'emploi qu'autrefois. Ce fait inquiétant tient à deux raisons : d'une part, la production intérieure *s'automatise* dans tous les secteurs et, d'autre part, la production nationale se délocalise. Ces deux phénomènes expliquent *la perte du lien positif entre la production et l'emploi*. Cela relativise également du même coup l'efficacité d'une relance keynésienne de l'économie. Quant à une relance tentée à l'échelle d'un seul pays (comme ce fut le cas en France avec le gouvernement socialiste en 1981), elle se briserait sur le mur des pays à monnaie forte ou stable. Car pour défendre leur économie, ces pays, en l'absence d'un système monétaire international à taux de change fixe (qui s'est écroulé en 1971), doivent faire pression sur les organismes supranationaux comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou le Groupe des 8 (G8) afin que ceux-ci imposent la résorption des dettes et des déficits publics. Cela équivaut à engager une déflation mondiale qui ne serait pas compensée, au niveau international, par des mécanismes de redistribution.

Récession concertée et dumping social

Ainsi, au lieu d'une relance concertée, c'est une *récession concertée* qui se produit. Ce phénomène se double d'une régression sociale. Ses responsables invoquent le contexte de la concurrence internationale marquée par la montée en puissance des nouveaux pays industriels, en particulier dans l'Asie du

sud-est et l'Amérique latine. Ces pays affirment ouvertement qu'ils entendent combler leur retard industriel par le *dumping social*: ils peuvent produire avec des coûts de main-d'œuvre extrêmement bas parce que l'exploitation du travail y est plus intense que chez nous et parce qu'ils ne connaissent pas autant de charges sociales qui dans nos pays, permettent de financer l'État social. Ce *dumping social* provoque donc un phénomène de concurrence déloyale qui, selon certains, ne pourra être enrayeré qu'en *flexibilisant* l'économie et en programmant la *déprotection sociale*: cela se fait déjà ouvertement aux États-Unis, mais pas encore en Europe de l'Ouest. On assiste au passage du *welfare state* au *workfare state*.

Une économie qui perd sa finalité

L'ensemble des éléments négatifs qui viennent d'être évoqués ne sont pourtant pas des fatalités liées à *l'automatisation* à la *délocalisation* et à la *mondialisation* mais ils se combinent pour opérer le retournement de l'économie contre la société où le lien entre la croissance et l'emploi n'est plus assuré. C'est la *déconnexion de l'économie*, la perte de son caractère intégrateur. Depuis une dizaine d'années, l'économie devient, selon une expression que j'emprunte à Marx, une «abstraction réelle» c'est-à-dire *qu'elle se déconnecte de la société*. Elle dévitalise le social et, en même temps, elle échappe de plus en plus au contrôle politique. C'est elle qui vient, même dans le secteur public, substituer sa régulation, à savoir celle du marché, à celle, politique, de l'État. L'économie perd ainsi totalement sa finalité sociale puisque, livrée à ses seuls indicateurs de profit son but n'est plus de satisfaire des besoins mais de conquérir des marchés.

Raisonnement par l'absurde

Du fait de cette déconnexion inquiétante de l'économie par rapport à la société, il est devenu urgent d'introduire un système d'allocation universelle considéré comme revenu de citoyenneté. Imaginons un instant le processus actuel de l'automatisation et de la délocalisation porté à son extrême limite. Dans ce cas de figure fictif toute la production du territoire national est automatisée, tandis que la production nationale non automatisée est réalisée à l'étranger. L'entreprise cesse d'être le centre de la production et de la répartition de la richesse, générée sous forme de revenu monétaire. En effet, dans cette situation, l'entreprise nationale ne verse plus de salaires mais uniquement des dividendes à ses actionnaires, et la population nationale n'est plus mise au travail pour assurer la production nationale

car celle-ci n'a plus besoin d'emploi national. Les compétences d'emploi dont la production nationale peut encore avoir besoin se résument à des compétences pointues et à des activités immatérielles de conception, de communication ou d'imagination.

Dans cette hypothèse, on se retrouve coincé entre deux options insatisfaisantes: le *chômage brutal* ou le *chômage déguisé*. Soit on *dégraisse* brutalement en mettant la plupart des gens au chômage et on fait jouer l'aide sociale jusqu'à ce que les caisses de l'État soient vides, soit on maintient des emplois sur des postes auxiliaires de surveillance et de maintenance ainsi que des emplois de service que l'on peut, certes, multiplier en nombre, comme on le fait au Japon, mais dont on peut aussi se dispenser.

Des réponses politiques inadéquates

Ce sont là les deux options possibles dans la logique qui prévaut aujourd'hui mais la situation, vue sous cet angle, est particulièrement déprimante, puisqu'il ne serait pas plus nécessaire *économiquement* de maintenir ces emplois que de les supprimer. Une telle situation créerait à coup sûr un malaise général dû à l'absence du sentiment d'utilité sociale. Or ce n'est pas la réalité économique elle-même qui est déprimante ce sont les réponses politiques formulées face à des phénomènes comme la *délocalisation* et *l'automatisation* croissantes. Face à cela, les stratégies de réponse sont généralement axées dans deux directions. Certains proposent la *flexibilisation* de l'emploi, flexibilisation qui peut se traduire par le partage du travail. Cette dernière solution peut s'avérer positive mais peut aussi masquer les processus mêmes de flexibilisation. D'autres pensent plutôt à la *formation professionnelle*.

Concrètement, les États-Unis mettent très fortement l'accent sur la flexibilisation alors que l'Union européenne équilibre ce volet par la formation professionnelle. Cette double réponse, contenue dans le *Livre blanc* pour la *compétitivité* et *l'emploi* de l'Union Européenne, mérite d'être décodée. Car derrière la devanture rhétorique du partage du travail et des gisements d'emploi, ces stratégies reposent sur la conviction que les emplois sont à grappiller sur les aspérités du mur qu'oppose désormais le système de production aux offres de travail, de plus en plus sélectives dans des secteurs de pointe. De plus on voit poindre en filigrane *le désir d'un homme nouveau mobile, intelligent, souple, adaptable*, sans lequel l'Occident de demain ne pourra pas s'en sortir. C'est ce qui se passe déjà aux États-Unis.

L'allocation universelle, seul pendant au système américain

L'allocation universelle, en tant que nouvelle source exogène de revenu, constitue techniquement une solution de rechange à ces idéologies dures d'origine américaine. En dehors de cette solution, il n'y a pas de modèle européen qui tienne. Au lieu de plier la société à l'économie, il semble, au vu de tout ce qui précède, que seul *un transfert d'argent sans contrepartie* pourrait permettre de *redéployer l'économie vers des activités socialisantes*. Pour cela, il faut que l'État intervienne à nouveau pour reformer le circuit d'économie monétaire à la place de l'entreprise en versant aux ménages une allocation universelle. Après la seconde guerre mondiale, c'était bien grâce à la redistribution de l'État social, sous forme d'allocation sans contrepartie, que le capitalisme avait pu retrouver un second souffle par la reprise de la consommation des ménages. L'allocation universelle se situe dans la mouvance de ce phénomène et elle finira sans doute par constituer une alternative logique au chômage structurel. D'un point de vue purement fonctionnel, une telle allocation permettrait à l'économie de se recentrer sur sa base sociale en la tournant à nouveau vers le marché intérieur, tout au moins pour la part de revenu qui lui correspond.

Modifier la perception du chômage

L'allocation universelle inaugure donc la solution qui permettrait au circuit d'économie monétaire de continuer à tourner même si la production mondiale était entièrement automatisée. Elle peut également être appelée à fournir le revenu permettant d'absorber la grande production au cas où celle-ci cesserait de distribuer les revenus formant ses propres débouchés. Cette crise est actuellement latente et ira en s'accroissant si les entreprises continuent à appliquer de manière dure les principes du libéralisme. Psychologiquement et politiquement, il semble presque impossible de maintenir une population sous un statut de chômeur à temps partiel. C'est pourtant bien ce qui risque d'arriver. Pour tenter d'éviter cette issue, il faut donc *recourir au droit* qui fournit un fondement au social et qui, par l'instauration d'un revenu de citoyenneté, pourrait *modifier la perception du chômage*. Dans cette optique, le chômeur de longue durée n'aurait plus à se considérer comme quelqu'un qui vit de l'aide sociale ou aux frais des travailleurs: il serait transformé en celui qui passe d'un revenu d'emploi à un revenu de base auquel il a droit de toute façon en tant que citoyen. Et, même s'il reste chômeur de longue durée, il n'en demeure pas moins que, d'une part, l'allocation universelle créerait une plus grande égalité

entre lui et les membres de sa famille par exemple et que, d'autre part, l'allocation universelle lui permettrait de se présenter plus facilement comme un offreur de travail car, grâce à elle, il aurait moins le couteau sur la gorge et il pourrait aussi se lancer plus aisément dans un projet de création d'entreprise.

Pour développer des activités non mécanisables

C'est en cela que l'allocation universelle pourrait permettre *le redéploiement de l'économie vers des activités socialisantes*. Elle pourrait en effet servir à favoriser le décollage de secteurs d'activités *non mécanisables* (eux seuls échappant à l'automatisation), personnelles et autonomes. C'est ce que j'appelle le secteur *d'activités quaternaires*. En regard de considérations historiques (tout le monde a contribué au progrès et il n'est pas juste que seule une minorité profite des avantages qu'il a générés), il semble logique que l'allocation universelle soit financée par des *prélèvements sur les entreprises*. À long terme, on peut escompter que l'allocation universelle ne se limitera pas à être un revenu social, mais qu'elle sera aussi un *investissement économique* à part entière. En effet, si l'on suppose le développement du secteur quaternaire, la question de l'investissement économique s'avérera centrale puisque cet investissement devra anticiper sur les revenus à venir de ce secteur. L'idée est que l'allocation universelle est un filet qui permettra à l'individu de prendre quelques risques financiers, dans la mesure où elle permettra de réduire la précarité sociale. Les banques pourraient en ce sens jouer un grand rôle dans ce processus en favorisant le crédit. De manière générale, on peut dire que l'Europe pourrait servir de laboratoire dans le développement du quaternaire.

En conclusion, je ne milite pas pour l'allocation universelle en soi, mais en relation avec des finalités de participation et d'intégration sociale. Ces finalités doivent se concrétiser par l'émergence d'un *secteur d'activités quaternaires*, réparties dans tous les domaines pour autant qu'elles *ne soient pas mécanisables* et qu'elles soient *intrinsèquement personnelles*. Il serait pourtant illusoire de croire que l'allocation universelle, si élevée fût-elle, permettrait de redéployer à elle seule l'économie vers le quaternaire. Il faudrait un appui politique très fort qui permette de sanctuariser fiscalement les activités liées à ce secteur, d'encourager les banques à en favoriser l'essor et de pousser les médias à parler de ces expériences nouvelles.

Jean-Marc Ferry

Pourquoi le revenu d'existence ?

Dans cet article Louis Lievin nous aide à percevoir ce que le revenu d'existence apporterait à la société.

Dans son dernier livre sorti récemment : «De l'ancienne à la nouvelle économie» Yoland Bresson, Président de l'AIRE, réintroduit la définition de l'économie : «Production, circulation et distribution des richesses».

De nos jours et dans notre environnement occidental, nous sommes amenés à constater que la *production* des dites richesses inonde notre «monde à profusion».

Nous avons la chance, pour la majorité d'entre nous, de jouir communément et sans l'apprécier, outre mesure, de ce que nos grands parents n'avaient pas : électricité, radio, télévision, eau courante, toilettes, voitures, téléphone, appareils ménagers, médecine de plus en plus confortable et salvatrice etc...

Pour ce qui est de la *circulation*, cela ne se passe pas trop mal à l'époque de la mondialisation grâce à cette autre avancée du progrès : la fiabilité des transports. Ce serait presque parfait si ce dernier paramètre pouvait se mettre davantage au service du troisième : la *distribution*, où le génie humain a, jusqu'à maintenant, échoué aussi dramatiquement que spectaculairement, stoppant et gâchant la progression de l'économie. Il l'écarte du champ des sciences exactes et, au contraire, amène le conflit de ses théories à déboucher sur une déflagration plutôt que vers une avancée pacifique.

Parce que l'homme, l'être le plus intelligent de la planète, n'a pas su reconnaître et maîtriser ses pulsions primaires et reste même au-dessous de certaines espèces quand il s'agit de s'organiser en société. Les fourmis par exemple.

En économie, l'écossais Adam Smith, père fondateur de l'École classique toujours hautement considéré de nos jours, nous a donné un tremplin de réflexion et d'action. Dans son œuvre, maîtrisée «la main invisible» il crédibilise que c'est l'égoïsme de l'individu dépassant largement son altruisme non négligeable qui va dynamiser la société, la somme des intérêts de chacun se concrétisant dans

un enchevêtrement harmonieux au service du progrès de la société tout entière.

Vrai à son époque, mais dépassé avec l'arrivée du capitalisme, on ne pourra pas en limiter les retombées négatives, malgré les propositions sociales de Turgot, J. Stuart Mill, Sismondi etc...

Le progrès a généré des puissances monopolistiques, trusts, cartels, lesquels, bien que servant la société d'un côté, font que leur course au profit fausse la possibilité de distribuer humainement les richesses au bénéfice de tous.

Pourquoi? Parce que pour reprendre une expression chère à Michel Beaud auteur du «Basculément du Monde» la commercialisation des richesses s'adresse à la demande «solvable».

Ce qui, à la pratique, satisfait approximativement un milliard d'individus soit un sixième actuel de la planète.

Adam Smith avait pratiquement raison en son temps, mais l'intérêt individuel de chacun a secrété des monstres économiques. Dévoreurs insatiables, s'ils nourrissent d'autres plus petits, comme les mouches sur un hippopotame, ils laissent plus des trois quarts de l'humanité baigner dans le paupérisme. Au total, il y a aujourd'hui plus de malheureux sur la planète qu'au cours de n'importe lequel des siècles précédents.

Pourtant, le très grand économiste du siècle passé J. M. Keynes, en 1944 à Bretton Woods, avait proposé un schéma tourné vers une économie plus humaine tout en étant efficace. Mais c'est l'américain White qui fut approuvé dans la perspective d'une société orientée vers une commercialisation plus sectorisée et provisoirement peut être plus lucrative.

L'Amérique, à qui nous devons la liberté, paie aujourd'hui dans la douleur certaines erreurs de stratégie. La misère physique, morale et intellectuelle a engendré des regroupements épars débouchant sur des drames cruels.

Or, un revenu d'existence, instauré beaucoup plus tôt, aurait évité beaucoup de catastrophes et de misère.

Si dans notre portion du monde privilégiée nous avons la chance de jouir de tous les bienfaits cités plus haut, nous le devons à des hommes qui ont pu créer, construire, harmoniser, réparer, soigner, guérir, etc... C'est ainsi que si nous avons depuis plusieurs décennies aidé les quelques milliards de laissés pour compte, ils auraient apporté, eux aussi, une contribution majoritairement positive plutôt que des réactions cruelles et dispersées.

En clair, notre société occidentale depuis notre naissance, via nos parents et des éducateurs proches appuyés sur tout un système humaniste et humanitaire, nous a élevés, instruits, éduqués, voire dirigés, employés, rémunérés et, pour beaucoup, soutiendra nos vieux jours.

Cet esprit de solidarité doit se généraliser et se concrétiser au monde entier. La production des richesses matérielles, morales, sociales et intellectuelles doit profiter à tous. Il ne s'agit pas de créer une illusoire répartition uniforme, mais au plus tôt voler au secours des plus démunis.

Car, dans notre portion de sphère favorisée, l'économie de marché dispendieuse de tant de bienfaits génère en parallèle un pourcentage de misère inadmissible. Voire par exemple le Bronx ou, plus près, les banlieues lilloises parisiennes et lyonnaises. Cela dans nos nations riches. Que dire pour le tiers-monde ?

Notre société bénéficiaire se doit donc de soutenir ceux qui arrivent dès l'enfance puis, à l'âge adulte, les défavorisés, voire ceux qui dérapent à un moment donné, afin de les aider à repartir ; enfin les

aînés qui ont produit et méritent l'assistance en fin de parcours.

En pratique, dans le présent, notre économie libérale est à l'écoute des besoins des privilégiés et surtout à l'affût pour demain des besoins sophistiqués non indispensables des mieux nantis, mais quasi sourde aux appels de l'humanité non intégrée dans le circuit.

Elle n'a pas en vue qu'il faut éradiquer la misère.

Comment procéder ? Eh bien, une opération keynésienne actualisée permettrait, en assurant à chacun ce *revenu d'existence*, de récupérer des forces égarées. Diminuer la délinquance, le gâchis économique, recycler, permettre à ceux qui le veulent de troquer un travail qu'ils n'ont pas choisi pour déboucher sur de fructueuses études rebondissant au service de la société, promouvoir et soutenir plus de chercheurs. Ces derniers nous éviteraient sûrement plusieurs catastrophes incommensurables que prépare un capitalisme glouton, au mépris de certaines sécurités non respectées dans l'immédiat. Il faut une accélération du progrès dans une mesure mieux définie et régulée.

Une consommation profitable dynamisée par le bas déboucherait sur davantage de bienfaits à moyen terme. L'effet multiplicateur profiterait à tous sans reprendre à personne. La solution, c'est donc le *Revenu d'existence*. Comment le mettre en place ? Ce peut être le sujet d'un débat à suivre.

Louis Lievin

Le Revenu de Résistance *Une soirée de l'AIRE à Caen*

À l'initiative de l'un de nos adhérents, Luc Biétry, que nous tenons à féliciter et à remercier, s'est tenue une soirée débat sur le revenu d'existence. Serge Dumartin en fait le compte-rendu.

Quand nous doutons de la présence dans l'opinion de l'idée du revenu d'existence, il est réconfortant de découvrir, pas forcément d'accord mais déjà informé, le public habituel d'un ciné club de province qui s'est déplacé un soir de pluie pour en débattre.

Il est vrai que le 23 octobre dernier, c'était à Caen, ville en pointe pour les enseignements

socio-économiques de son université, autant que pour son antériorité et l'originalité de ses expériences d'animation populaire, notamment dans sa banlieue pilote d'Hérouville-Saint Clair.

Jacques Berthillier et Serge Dumartin y représentaient l'AIRE, à l'invitation de Luc Biétry, journaliste, adhérent de l'AIRE et membre d'ATTAC, et animateur du Lux, rendez-vous du cinéma d'art

et d'essai de Caen. Était également invité Jean Zin, de l'équipe nationale des États généraux de l'Écologie politique, collectif de recherche de nouvelles voies en politique.

La soirée devait s'ouvrir avec «Fragments sur la misère», long métrage d'Otzenberger, film connu pour sa radicalité et son authenticité. Pour des questions de commodité, il fut reporté en fin de programme, et la séance commença avec la projection de la vidéo-conférence de Yoland Bresson enregistrée lors d'un congrès du Centre des jeunes Dirigeants, exposant le sens et la portée du revenu d'existence. Le débat s'ensuivit, précis et très écouté pendant près d'une heure trente.

Le public, près d'une centaine de personnes (quand on compte les entrées et sorties coutumières de ce lieu) comprenait bon nombre d'universitaires, élèves et professeurs, et un large socle de personnes engagées dans le social. S'affrontèrent les approches différentes autour de la notion principale de revenu minimum, ou revenu de citoyenneté, ou revenu inconditionnel qui a la préférence de l'AIRE. Mais cette simple énumération montre à quel point les réflexions convergent vers la nécessité d'un revenu existentiel déconnecté du salaire, entraîné par l'évolution du travail et des modes de production.

En somme, un «revenu de résistance», selon l'excellente formule de Jean Zin: Quelles qu'en soient les modalités, il représente le rempart contre l'accroissement de la pauvreté et des inégalités. De ce point de vue, les divergences apparaissent secondaires, quoique significatives des choix de société. Sur le montant, l'AIRE démontre qu'il est plus sain de fixer un pourcentage du PIB, moins expo-

sé aux manipulations politiques qu'une appréciation du «panier de la ménagère» ou du «nécessaire pour vivre», toujours fixé forcément par les nantis pour le compte des pauvres: Le revenu d'existence est un dû et rompt avec l'assistance. Sur le financement, une franche création monétaire semble préférée à l'emprunt non remboursé à taux faible que préconise Bresson. Sur le démarrage, le montant progressif de Bresson le dispute à des applications locales (Corse...), ou catégorielles (étudiants, retraités...) mais peu à peu extensibles à toute la collectivité.

Quant au territoire, il y a une demande instante pour que le système soit instauré au niveau de l'union européenne, avec des montants se rejoignant à mesure que les vases communicants tendront à égaliser les niveaux de vie nationaux. Mais un revenu pour tous au niveau mondial est l'objectif, avec un financement de type taxe Tobin prélevée sur la spéculation financière internationale.

À peu près, tous les aspects de la question ont été abordés, consolidant la conviction partagée, malgré des réticences de détail, de la nécessité de ce revenu de base, source d'équilibre social aujourd'hui dans nos pays, et demain dans le monde. Il est essentiel de multiplier de telles réunions, même restreintes, si des participants convaincus s'engagent à leur tour à convaincre de proche en proche autour d'eux. C'est l'opinion qui convaincra les politiques, et non l'inverse. Au seuil d'une année électorale, il faut mettre la pression partout.

Serge Dumartin

Défis et enjeux actuels

Les percées fulgurantes des nouvelles technologies, au-delà de leur avancée positive, concourent à un accroissement brutal des inégalités ainsi qu'à une crise des pensées et des mentalités. En réponse à ces défis comment associer, à une transformation sociale encore si peu cohérente une véritable transformation personnelle pour parvenir à un projet de civilisation à l'échelle planétaire, respectueux de l'environnement, des hommes et de la société ?

Qui peut fermer les yeux sur la gravité sans précédent des situations dramatiques qu'affronte aujourd'hui l'humanité? Les actes terroristes récents aux États-Unis soulignent tragiquement les désordres du monde et l'urgence d'une transfor-

mation en profondeur des rapports entre les sociétés planétaires.

Avec la perte générale des repères dans nos sociétés productivistes, les symboles de l'économisme dominant ne seront plus les seuls lieux atta-

qués; les fragiles Tours de la connaissance et des rapports de compréhension voleront en éclats.

À l'échelle de quelques générations, la survie même de l'humanité est mise en cause. La proposition catégorique d'Hans Jonas se révèle difficile à réaliser «Agis de façon que tes actions soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre.

Des enjeux majeurs

1 - Certains des défis ont trait à notre environnement planétaire

Les défis principaux à l'aube de ce XXI^e siècle sont clairs. Sans les lister de manière exhaustive et par ordre d'importance, trois types de questionnement se révèlent décisifs dans l'immédiat.

Si l'on poursuit notre modèle actuel de développement économique et démographique, notre production et notre consommation de gaspillage, notre accumulation de déchets, en particulier nucléaires, les conditions d'habitabilité de la planète Terre par le vivant ne pourront être préservées.

- **Comment mener une gestion durable des ressources naturelles**, qui laisse à l'humanité un temps de recul suffisant pour construire un autre monde plus respectueux de l'environnement ?

- **Comment diminuer les pollutions globales** et de manière drastique, limiter l'effet de serre ?

- **Comment mettre un terme à la famine** d'un grand nombre d'humains, à la rareté croissante de l'eau potable, à l'expansion de pandémies mortelles (en particulier celle du sida) qui déferlent en priorité dans les zones les plus pauvres ? - Comment, d'une manière générale, construire un développement qui soit le plus près possible d'une **coévolution avec la Biosphère** ?

2 - D'autres défis ont rapport aux perspectives économiques des sociétés humaines

Un autre enjeu est lié à l'évolution foudroyante de nouvelles connaissances humaines ayant trait à la «matière». Après s'être servi de sources d'énergies de plus en plus puissantes pour transformer la matière qui l'entoure, les humains se sont rendus maîtres, au milieu du XX^e siècle, de l'utilisation d'une nouvelle caractéristique d'action sur la matière, nommée avec légèreté «information». Cette percée a secrété en quelques décennies des technologies inédites: informatique, robotique, télécommunications numérisées, biotechnologies.

L'entrée dans cette ère informationnelle met aujourd'hui à la disposition des humains des richesses (biens et services) en quantité considérable. Cette réalité pourrait permettre l'épanouissement matériel de chacun et livrer des capacités relationnelles infinies.

Or la répartition de ces nouvelles richesses ne s'accommode pas d'une économie capitaliste de marché qui poursuit depuis quatre à cinq siècles un objectif central: marchandiser le monde. Après avoir absorbé la terre, le travail et la monnaie, c'est aujourd'hui l'éducation, la santé, la culture, bref le plus intime de nous-mêmes que l'économie capitaliste de marché entend mettre au service d'un économicisme totalisant. L'application des technologies nées du concept d'information sur les règles habituelles de l'économie de marché (basées sur le profit immédiat dans une concurrence acharnée) produit brutalement des inégalités sociales énormes entre un petit nombre de gagnants et un grand nombre de perdants. Une violence inouïe envahit ainsi la planète (terrorismes, guerres, délinquances, drogues...) sous la houlette de multiples mafias qui prennent le pouvoir dans de nombreux domaines (eau potable, armement, immigration, manipulation génétique...) en asservissant particulièrement les pays du Sud.

Des défis énormes se posent aux sociétés mondiales qui se refusent à comprendre les ressorts et les spécificités du «concept d'information».

- **Comment trouver des indicateurs nouveaux** pour apprécier les richesses ?

- **Comment favoriser les structures en réseaux** et l'accès des services au plus grand nombre ?

- **Comment structurer une «économie plurielle»** capable de répartir de manière moins injuste les richesses produites ?

- **Comment établir des régulations** que le marché ne peut assurer à lui seul ?

- **Comment gérer les fabuleux enjeux de la bioéthique** sans jouer aux apprentis sorciers ?

- **Comment réduire la fracture entre le Nord et le Sud** sur notre planète ?

- **Comment sortir d'un économicisme envahissant** pour mettre en place une nouvelle rationalité économique au service de l'homme ?

3 - Mais sans aucun doute les défis les plus importants se situent dans la crise des pensées et des mentalités

- Comment associer à une transformation sociale planétaire encore si peu cohérente, une véritable transformation personnelle, éduquée à l'autonomie et à la complexité?

- Comment mieux rechercher la compréhension de l'autre, ce qui nécessite l'ouverture, la sympathie et la générosité?

- Comment faire reculer les replis identitaires qui conduisent aux nationalismes guerriers?

Bref, comment s'ouvrir à l'altérité et à 'l'écologie», c'est-à-dire à une perspective philosophique qui inclut les dimensions éthiques et articule entre elles l'ensemble des écologies scientifiques, environnementales, sociales et mentales? (Félix Guattari).

Les étapes vers une gouvernance démocratique mondiale

La mise en place d'une gouvernance démocratique mondiale devient ainsi un défi central. Une mondialisation à visage humain se référant aux principes d'humanité, un nouvel humanisme démocratique, se révèlent les piliers d'un projet de civilisation à l'échelle planétaire. Certes, la complexité des situations, la nécessité de donner l'avantage au long terme sur le court terme, la mise de côté des objectifs actuels du «toujours plus grand», «toujours plus vite», «toujours plus fort» exigeront

de nombreuses étapes intermédiaires et probablement un premier passage par la formation d'ensembles de régions géopolitiques homogènes. Pour y parvenir, il sera bon d'utiliser de manière mieux adaptée des organismes mondiaux déjà existants, en particulier les institutions financières internationales sous le contrôle de l'ONU.

Les Rencontres de Bled ne se veulent pas des séminaires épisodiques. Elles ont l'intention de créer dans un court délai une instance internationale éthique, politique et scientifique. Le rôle de cette instance serait à la fois modeste et très ambitieux: «Faire Appel» à l'opinion planétaire pour l'inciter à la vigilance et lui proposer des actions pour répondre aux défis et aux enjeux dont nous avons souligné plus haut les principaux.

Un véritable «Tiers-espace», situé entre des tentatives de regroupements obsolètes de structures hiérarchiques et étatiques existantes, et des propositions alternatives sans cohérence globale, peut s'affirmer comme un lieu de débats et de construction indispensable.

Cette instance agirait en cohérence et en résonance avec les Nations Unies et rechercherait l'appui de grands organismes capables de sonder les «opinions des peuples».

Jacques Robin

(1) Rencontres organisées à l'initiative du Président de la Slovénie, Milan Kucan.

Déclaration de savants contre la violence

Il s'agit d'un document rédigé en commun et publié en russe par une vingtaine de savants - de nationalités et de disciplines différentes - réunis sous l'égide de l'UNESCO à Séville, au mois de mai 1986, à l'occasion de l'Année Mondiale de la Paix.

Dans leur motion finale les savants démentent formellement le bien-fondé des prétendues «découvertes» en biologie, en neurophysiologie et en psychologie dont on se sert pour justifier la violence et la guerre. Ces falsifications ne datent pas d'hier. Ainsi, la théorie de l'évolution des espèces a été plus d'une fois utilisée pour justifier l'oppression des faibles, le colonialisme et même le

génocide. Estimant que l'ensemble de ces affirmations pseudo-scientifiques crée une atmosphère de pessimisme et de méfiance, les biologistes et les psychologues réunis au Congrès de Séville ont procédé à leur remise en question qui se résume en cinq points. Selon eux:

1) Il est faux d'affirmer que nous avons hérité de nos lointains ancêtres une tendance à faire la guerre qui appartenait au règne animal. La lutte pour la vie («struggle for life») est bien une réalité mais, à de très rares exceptions près, elle n'existe qu'entre les différentes espèces et, de toute façon, ne comporte dans aucun cas l'utilisation d'outils

en guise d'armes. Dans leur recherche naturelle de la nourriture, les fauves n'agressent que les individus appartenant à d'autres espèces animales. La guerre est, selon toute évidence, un phénomène humain.

2) Il est faux d'affirmer que la guerre ou n'importe quelle autre manifestation de la violence est génétiquement programmée dans la nature humaine. Les gènes contiennent une multitude de possibilités potentielles mais qui ne peuvent être actualisées que par la relation avec le milieu écologique et social, notamment pour ce qui concerne l'éducation et les conditions de vie. À part certains cas nettement pathologiques, les gènes ne créent pas des individus prédisposés à la violence. On peut donc dire que, d'une façon générale, **les gènes participent à l'élaboration de notre comportement mais ne le déterminent pas.**

3) Il est faux d'affirmer que, dans le processus de l'évolution humaine, il y aurait eu une sélection en faveur des individus ayant un comportement agressif. Il a été, au contraire, constaté que la stabilité et la viabilité d'un groupe dépendent principalement de la prédisposition à la coopération et à l'entraide de ses membres. Quant à la «domination» de certains individus sur les autres, elle a pour fonction d'assurer la cohésion du groupe et ne saurait être réduite à la seule supériorité de la force physique.

4) Il est faux d'affirmer que «l'esprit humain est orienté vers la violence». Bien au contraire, si de par notre constitution nerveuse nous avons la possibilité d'accomplir des actes de violence, ce sont justement les centres nerveux supérieurs - siège de notre intelligence - qui nous permettent de contrôler et de maîtriser toutes les impulsions, ayant un caractère d'agressivité. Dans notre neurophysiologie, il n'y a, par conséquent, rien qui puisse nous obliger à agir de façon violente.

5) Il est faux d'affirmer que les guerres sont générées par l'instinct. Leurs vraies causes, sont plutôt d'ordre **émotionnel pour les uns et un sordide calcul d'intérêt pour les autres.** Il est, par

conséquent, abusif d'appeler «instinct», ce qui n'a rien à voir avec nos besoins naturels. La guerre moderne ayant pour base la manipulation des hommes, **elle utilise leur naïveté, leur suggestibilité et leur idéalisme.** La technologie de la guerre moderne a intensifié la propension à la violence, aussi bien par l'instruction militaire que par la préparation à la guerre de toute la population. En confondant cause et effet, on parvient à créer ainsi une véritable psychose qui rend la guerre possible et qui parfois y mène même d'une façon inéluctable.

En guise de résumé il est permis de déduire, de ce qui précède, que ni la biologie, ni la psychologie ne condamnent l'humanité à la guerre et qu'il est grand temps de se libérer des conceptions pessimistes et erronées, fallacieusement présentées comme étant «scientifiques». Désormais c'est avec lucidité et détermination que nous devons entreprendre les transformations qui permettront l'instauration de la **Vraie Paix, la paix sans armes.** Bien que ces problèmes soient essentiellement d'ordre institutionnel, leur solution repose également sur la conscience des individus qui estiment que le fait d'être pessimiste ou optimiste peut jouer, lui aussi, un rôle déterminant. De même que «les guerres commencent dans l'esprit des hommes», la paix peut y naître également. **L'espèce qui a inventé la guerre est sûrement capable d'inventer aussi la paix.** Chacun en porte sa part de responsabilité.

N.B. - Je suis persuadé que l'importance de l'article ci-dessus n'échappera pas à ceux qui l'auront lu et qu'ils seront nombreux à vouloir le diffuser de leur côté en en faisant des photocopies. Je pense que cela en vaut la peine car cette «Déclaration de Séville» a l'avantage de couper l'herbe sous le pied de tous ceux qui cherchent à nous persuader que la guerre est fatale. G.K.

Traduit et adapté du russe par
Georges Krassovsky

**Les prochaines réunions de l'AIRE se tiendront
de 14 h 30 à 17 heures
salle 215, 2^e étage**

Maison des Sciences de l'Homme, 54 Bd Raspail, Paris

Tous les adhérents et correspondants de l'AIRE y sont cordialement invités

Mercredi 19 décembre
Mercredi 9 janvier
Mercredi 13 février
Mercredi 13 mars

Mercredi 10 avril
Mercredi 15 mai
Mercredi 12 juin
Venez nombreux !



Appel aux lecteurs

Nous demandons à nos adhérents et à nos lecteurs de bien vouloir nous aider dans notre tâche de diffusion : qu'ils veuillent bien solliciter leurs amis et correspondants pour qu'ils viennent nous rejoindre. Plus nous serons nombreux mieux nous serons à même de nous faire entendre.

Abonnement à la lettre de liaison	200 F/an
Membre actif	400 F/an
Moins de 30 ans	200 F/an
Chômeur	100 F/an
Autre soutien financier.	

AIRE - B.P. n° 1 - 91440 Bures-sur-Yvette